EQUAL TIMES > NEWS AT WORK

Reportage spécial : Internet

HALTE À LA MAINMISE SUR L'INTERNET

EST-CE ÇA L'AVENIR DE L'INTERNET ? 2

UIT: ANGE OU DÉMON ? 5

NOUVELLES TECHNOLOGIES, ANCIEN RÉGIME 7

La Conférence mondiale des Nations Unies sur les télécommunications internationales peut-elle changer l'internet pour toujours ?

© Photo/Reuters/Navesh Chitrakar

EST-CE ÇA L'AVENIR DE L'INTERNET ?

PAR PAOLA TOTARO

© AP Photo/Kamran Jebreili

On la surnomme la « Guerre froide du monde virtuel », une bataille secrète, à huis clos pour le contrôle, qui pourrait marquer la fin de l'accès libre à l'internet.

Son champ de bataille ? La Conférence mondiale sur les télécommunications internationales (CMTI) de Dubaï, où 193 pays se rencontrent actuellement à l'abri des regards pour discuter de la surveillance de l'internet.

D'un côté, la Russie, la Chine et plusieurs pays du Moyen-Orient, qui désirent censurer le net, centraliser sa réglementation et placer la cybersécurité, la confidentialité des données et l'accès au réseau entre les mains d'une organisation internationale.

De l'autre, les principales démocraties occidentales, Europe et États-Unis en tête, qui préviennent que confier le contrôle du réseau aux gouvernements affaiblirait considérablement ces outils puissants de transformation et éroderait les libertés d'un internet véritablement ouvert.

Et au milieu, l'Union internationale des télécommunications (UIT), une institution peu connue des Nations Unies qui régit les télécommunications internationales depuis plus d'un siècle. Si vous vous êtes toujours demandé qui attribuait les préfixes téléphoniques nationaux, qui décidait des fréquences radio ou qui choisissait les orbites des satellites de télécommunications, sachez que c'est l'UIT.

Créée en 1865 pour régir la technologie télégraphique naissante, l'UIT veut revoir le Règlement des télécommunications internationales en confiant l'internet – et la façon dont le trafic de données et les messages vidéo et audio devraient être contrôlés – aux Nations Unies.

Cette initiative a immédiatement déclenché une réaction internationale des experts en communications pour qui une règle fortement hiérarchisée, centralisée et bureaucratique va à l'encontre de l'éthique de l'architecture du net qui est, par essence, un réseau de réseaux, n'ayant aucune frontière géographique et qui croît et évolue en permanence.

> Aucun gouvernement ne devrait accepter de nouvelles règles sans avoir mené un débat avec leurs citoyens qui, en tant qu'utilisateurs, sont des parties prenantes essentielles. Il convient de rejeter ou de postposer toute décision tant que toutes les informations ne seront pas connues et que toutes les conséquences n'auront pas été examinées.

Aujourd'hui, à quelques jours à peine de la fin de la réunion cruciale de la CMTI 2012, une série de sociétés multinationales de télécommunications, d'organisations syndicales et de groupes de défense de droits civils se sont unis pour faire campagne contre le plan des Nations Unies, rappelant qu'il menace ces mêmes libertés qui ont fait de l'internet le moteur de changement puissant qu'il est actuellement.

« Ces réglementations n'ont pas été examinées en public. Les réponses nationales ont été gardées secrètes et toutes les tentatives en vue de les exposer à une analyse ont jusqu'à présent échoué », a expliqué Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI).

« Les motifs d'inquiétude sont sérieux: les craintes sont non seulement que la réforme permette plus facilement aux sociétés nationales de télécommunications de commercialiser l'internet en facturant des services comme les courriels, YouTube et une série d'autres qui sont actuellement gratuits, mais qu'elle accorde aussi la possibilité aux gouvernements répressifs de surveiller ou de contrôler l'utilisation que font leurs citoyens du net », a-t-elle encore expliqué.

« Aucun gouvernement ne devrait accepter de nouvelles règles sans avoir mené un débat avec leurs citoyens qui, en tant qu'utilisateurs, sont des parties prenantes essentielles. Il convient de rejeter ou de postposer toute

© Freeimagelive/stockmedia.cc

décision tant que toutes les informations ne seront pas connues et que toutes les conséquences n'auront pas été examinées. »

Ne connaissant aucune frontière nationale et croissant à une vitesse estimée de 150.000 nouvelles pages par jour, l'internet offre non seulement un nouvel horizon aux médias, au monde des affaires et à la politique, mais peut aussi participer à une tactique de guerre.

De nos jours, environ un milliard de personnes disposent d'un abonnement mobile à large bande et ce chiffre devrait atteindre cinq milliards d'individus d'ici les cinq prochaines années.

> Mais l'internet évolue à la vitesse de l'éclair et les cyberexperts estiment qu'il n'existe simplement pas de gouvernement, et encore moins de structure bureaucratique intergouvernementale centralisée et hiérarchisée, capable de prendre des décisions économiques ou d'ingénierie à la vitesse nécessaire dans le cyberespace.

Dans son dernier rapport, publié en septembre, la Commission des Nations Unies sur le large bande au service du développement numérique a établi que ce que l'on nomme le « fossé numérique » diminue et que si seulement huit pour cent de la population mondiale étaient en ligne il y a dix ans, cette proportion atteint désormais plus de 33 pour cent.

La majeure partie de cette hausse s'opère principalement dans le monde en développement et cela à de profondes implications au niveau mondial. Par exemple, d'ici 2015, les experts prévoient que le nombre d'utilisateurs de l'internet de langue chinoise dépassera celui des internautes anglophones, et d'ici 2017, le nombre de smartphones devrait atteindre les trois milliards.

Selon un rapport du Groupe Boston Consulting, l'économie de l'internet croît à un taux de 10 pour cent par an dans les pays du G20. Valant près de 2,3 milliards de dollars US, soit environ 4,1 pour cent du PIB, il est prévu que sa valeur double d'ici 2016.

Les personnes qui n'ont pas de connexion internet ne peuvent participer à l'une des « économies » de la planète progressant le plus rapidement, offrant la possibilité de générer plus de richesses à davantage de personnes que n'importe quel autre développement économique depuis la révolution industrielle.

Mais l'internet évolue à la vitesse de l'éclair et les cyberexperts estiment qu'il n'existe simplement pas de gouvernement, et encore moins de structure bureaucratique intergouvernementale centralisée et hiérarchisée, capable de prendre des décisions économiques ou d'ingénierie à la vitesse nécessaire dans le cyberespace.

Les investissements, la productivité et la propagation des informations gratuites partout dans le monde, et surtout dans les pays en développement, risquent d'être paralysés si toutes les décisions opérationnelles doivent se frayer un chemin dans les structures d'une instance de réglementation mondiale.

S'adressant à Equal Times, Tom Wheeler, un ancien PDG de Cellular Telecommunications and Internet Association, et directeur exécutif de la société de capital-risque basée à Washington Core Capital Partners, a qualifié la Conférence mondiale sur les télécommunications internationales « d'effort concerté de certaines nations en vue de rééquilibrer l'internet à leur avantage en réinstaurant des concepts réglementaires pour les télécommunications datant du 19e siècle à une révolution du 21e siècle.

Ce genre de réunions est sûrement préférable aux conflits ouverts que les précédentes révolutions du réseau ont fait naître, mais les thèmes débattus sont semblables en bien des points: alors que les technologies transforment nos modes de connexions, les institutions – les gouvernements ou les entreprises – s'accrochent au monde confortable qu'elles connaissent. C'est une histoire aussi vieille que le monde. »

UIT: ANGE OU DÉMON ?

En dépit de l'importance cruciale de la conférence de Dubaï et de ses possibles incidences, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a très peu fait pour stimuler un débat public ou encourager l'examen des réponses nationales des 193 signataires du règlement.

L'UIT a désormais publié le projet sur son site web, un document de 88 pages intitulé « Projet de RTI futur ».

Une lecture attentive du texte laisse apparaître une série de modifications techniques apportées au cadre réglementaire de 1988, ainsi que l'introduction de nouveaux termes couvrant la pléthore de concepts numériques, pour la plupart inconnus il y a 24 ans, de courriers indésirables (spams) à hameçonnage (phishing), au suivi de données et à la cybersécurité.

Les changements peuvent sembler indifférents, bureaucratiques et inoffensifs, mais leurs effets sont loin de l'être. S'ils sont approuvés, ils pourraient

© Docteur Hamadoun Touré de l'UIT / Photo/KEYSTONE/Martial Trezzini

• exiger que l'internet soit utilisé de « façon rationnelle »;

• permettre aux gouvernements de limiter l'utilisation de l'internet lorsque celle-ci est perçue comme une « ingérence dans les affaires intérieures d'autres États ou une divulgation d'informations de nature sensible »;

• exiger des gouvernements qu'ils détournent ou bloquent le trafic passant sur leur territoire si un autre gouvernement en fait la demande; et

• fournir une nouvelle définition des courriers indésirables permettant aux gouvernements de restreindre ou de bloquer entièrement des communications légitimes à grande échelle auxquelles les syndicats ou d'autres groupes ont recours.

Dans un article publié dans le Guardian, John Kampfner, ancien directeur de l'organisation britannique Index on Censorship, écrit que des limites ont été fixées: « L'internet est né et s'est épanoui malgré (ou peut-être grâce à) son modèle de gouvernance décentralisé.

L'UIT se décrit comme une organisation multipartite, mais on peut en douter, explique-t-il.

Toutes les décisions importantes sont prises lors de réunions auxquelels seuls les gouvernements sont conviés. Des pressions (de toutes parts) sont exercées depuis des mois, mais presque toujours en coulisse. Les internautes ont été exclus de ce processus. »

En effet, alors qu'à peine une poignée de pays, dont les États-Unis, ont rendu leurs propositions publiques, les groupes s'intéressant à la question, où qu'ils soient sur la planète, ont dû se fier aux informations que deux chercheurs du Centre Mercatus de l'Université George Mason d'Arlington, en Virginie, ont

publiées sur le site www.WCITLeaks.org qu'ils ont créé pour diffuser anonymement des documents.

Même l'UNESCO, qui a tenu à souligner que les télécommunications ne rentraient pas dans son mandat d'institution des Nations Unies, a écrit à l'UIT en lui rappelant qu'elle abordait là une « question cruciale liée aux droits humains et à la liberté d'expression ».

«Des préoccupations relatives à la sécurité nationale et aux élites politiques au lendemain de récents événements, comme le printemps arabe ou les émeutes de Londres où les médias sociaux ont joué un rôle capital, viennent alimenter les divergences sur le contrôle », explique Paul Twomey.

Pour Tom Wheeler : « Il est étonnant que l'avenir de l'internet – le réseau le plus ouvert et le plus démocratique de l'Histoire – se décide en secret. Comme vous le savez, le gouvernement des États-Unis a diffusé ses propositions aux parties intéressées. »

Le docteur Paul Twomey est un expert politique australien et l'ancien président et PDG de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (organisme d'attribution des noms et de numérotation – ICANN); il a par ailleurs dirigé le Bureau national pour l'économie de l'information du gouvernement australien. Personnage important lors des négociations du Sommet mondial sur la société de l'information, Paul Twomey pense que l'internet entre dans sa troisième décennie d'utilisation massive et que le besoin de défendre son modèle fondateur ouvert est plus urgent que jamais.

“L'UIT se décrit comme une organisation multipartite, mais on peut en douter”, explique-t-il.

Selon M. Twomey, comme les réseaux, et particulièrement l'internet, ont de plus en plus d'importance au niveau mondial, des intérêts divers, puissants, politiques et économiques désirent imposer des limites et un contrôle plus forts sur les activités de l'internet. Le respect des droits de propriété intellectuelle, la protection contre une mauvaise utilisation des réseaux à des fins criminelle, le contrôle des contenus politiques et l'identification de nouveaux modèles de recettes sont autant de sources de désaccords ou de concurrence.

« Des préoccupations relatives à la sécurité nationale et aux élites politiques au lendemain de récents événements, comme le printemps arabe ou les émeutes de Londres où les médias sociaux ont joué un rôle capital, viennent alimenter les divergences sur le contrôle », explique Paul Twomey.

« Sans omettre le cyberespionnage croissant qui s'attaque à la propriété intellectuelle en Amérique du Nord et dans d'autres pays développés, ni la montée mondiale de l'hacktivisme. Le danger provient du fait que les intérêts de forces plus traditionnelles désirant contrôler l'internet concordent de plus en plus avec des programmes de sécurité nationale et de respect des lois, voire tentent de s'aligner sur ces programmes. »

Au cours des derniers mois, Hamadoun Touré, un ingénieur spécialiste des satellites formé en Union soviétique, et ses adjoints ont parcouru le monde pour défendre les propositions de l'UIT et combattre les accusations de « mainmise sur l'internet » de la part des Nations Unies.

Mais en réalité, c'est Vladimir Poutine, le président russe, qui a révélé au public, plus tôt cette année, la campagne en vue d'imposer de nouvelles restrictions au cyberespace. Dans une déclaration d'intentions très claire, il a annoncé que la Russie pèserait de tout son poids pour qu'un « nouveau contrôle international de l'internet voie le jour, grâce aux capacités de contrôle et de surveillance de l'UIT ».

La Russie a aussi signalé qu'elle couperait l'accès à quiconque menacerait la sécurité des réseaux, a demandé la mise en place d'une nouvelle institution des Nations Unies pour

remplacer l'ICANN et a appuyé sans résultat un précédent plan de l'ONU prévoyant la création d'un code de conduite en matière de cybersécurité.

Et la Russie n'est pas seule, préviennent les détracteurs. La Chine et plusieurs nations du Moyen-Orient, y compris l'Arabie saoudite, sont toujours fortement secouées par l'impact des médias sociaux sur le monde politique, surtout au lendemain des troubles liés au printemps arabe qui ont mené à un changement de régime en Égypte et en Tunisie. Tous ces pays semblent s'être unis en un bloc puissant décidé à se servir du sommet de Dubaï pour forcer l'adoption de nouveaux règlements qui approuveraient tacitement – et avec la bénédiction des Nations Unies – la censure, la répression de l'opposition politique et le suivi des données. *PT*

NOUVELLES TECHNOLOGIES, ANCIEN RÉGIME

Selon @mujtahidd, un dénonciateur anonyme surnommé le « WikiLeaks saoudien », toute tentative d'appliquer une réglementation digne du 19e siècle à l'internet est vouée à l'échec.

En quelques mois seulement, plus de 800.000 personnes se sont mises à suivre cet utilisateur sur Twitter, connu sous le nom de @mujtahidd et qui se définit comme un symbole de la lutte contre « l'ignoble corruption » en twitant avec sarcasmes pour révéler des faits fort bien informés, ce qui a le don d'exaspérer les autorités.

Au cours de l'année écoulée, il a dénoncé les styles de vie de la famille royale saoudienne, les accords secrets, les conspirations et les arnaques financières auxquels elle est mêlée en publiant des milliers de mots, et des documents capitaux, sur leurs transactions commerciales.

Ses publications sont tellement bien étayées que des bruits courent qu'il pourrait être un membre de la famille ou du moins en être assez proche que pour gêner la maison royale si son identité était révélée.

Lors d'une conversation électronique avec Equal Time, @mujtahidd explique que l'in-

© Roi Abdallah (Photo/AFP/Fayez Nureldine)

ternet et d'autres outils numériques de communication « font preuve de tellement de souplesse que même si tous les gouvernements conspiraient pour les contrôler, ils n'y parviendraient pas ».

« Je suis convaincu que cette conférence se révélera plus théorique qu'administrative. […] Je comprends qu'il faille s'accorder sur des points que des êtres humains normaux voudraient voir sous contrôle, comme des scènes obscènes ou des incitations au crime, mais on peut y arriver par une coopération volontaire des citoyens ordinaires. »

@mujtahidd explique qu'on lui a fait des offres financières pour qu'il cesse ses activités et que ses comptes Twitter et de messagerie électronique sont constamment attaqués.

« L'immeuble qui abrite les filtres [pare-feu] saoudiens est énorme et des centaines de personnes y travaillent, explique-t-il. Officiellement, tout est surveillé par le ministère des Médias, mais en réalité, c'est le ministère de l'Intérieur qui contrôle tout. Oui, je dois constamment combattre des tentatives de me faire taire […] je pense qu'ils savent où je suis, mais ils ne veulent pas être embarrassés parce que ce serait reconnaître qu'il existe une brèche au niveau de la sécurité. »

"ENCOURAGER LA CONNECTIVITÉ"

Le travail mené par @mujtahidd est un bon exemple de la façon dont l'internet peut servir à promouvoir la démocratie et à faire pression sur des régimes autocratiques. Et c'est précisément le genre de pressions que le projet de règlement de l'UIT voudrait annihiler.

> Lors d'une conversation électronique avec Equal Time, @mujtahidd explique que l'internet et d'autres outils numériques de communication « font preuve de tellement de souplesse que même si tous les gouvernements conspiraient pour les contrôler, ils n'y parviendraient pas ».

Des responsables de l'UIT ont voyagé dans le monde entier pour vanter son projet en insistant sur le fait que le principal motif de la réforme est « d'encourager la connectivité ».

Par exemple, le mois dernier, lors d'un discours à l'Institut de télé-informations de l'Université de Columbia à New York, Hamadoun Touré a clairement annoncé que, « lors de la Conférence mondiale sur les télécommunications internationales, les délégués pouvaient s'attendre à des discussions sur les façons de diminuer les coûts de la connectivité à l'internet dans le pays en développement tout en veillant à générer suffisamment de recettes pour les opérateurs afin qu'ils déploient des infrastructures à large bande ».

Il n'a cependant pas nié que les débats pourraient aussi porter sur des réglementations permettant d'appliquer à l'internet le vieux principe de télécommunications qui consiste à faire payer les expéditeurs.

« Les volumes de données augmentent bien plus vite que les infrastructures qui doivent les transporter et le risque de déficits au niveau des investissements dans les infrastructures constitue un danger réel et sérieux. Personne n'apprécie les embouteillages, il faut donc les éviter et envisager le trafic de données en masse qui se profile. Le projet de Règlement des télécommunications internationales permettrait de mettre en place des principes qui encourageront le déploiement du haut débit et des investissements. »

Alors que ces modèles de facturation pour les expéditeurs ont été proposés par ce que certains qualifient de « vieux cartel de sociétés de télécommunications », précédemment publiques même si certaines le sont encore, regroupées au sein de l'Association des opérateurs européens de réseaux de télécommunications (ETNO), il est important de souligner qu'ils n'ont pas reçu l'aval des gouvernements français, italien ou allemand.

Pour la CSI, toute tentative visant à encourager ce type de tarification finirait par nuire davantage aux nations les plus pauvres.

« Nous apprécions le net en tant que source d'informations gratuite, essentielle pour connecter les gens entre eux et vitale pour la communication mondiale. Nos préoccupations sont liées au fait que l'on risque d'arri-

ver à une situation où les utilisateurs devront payer pour utiliser des services comme les courriers électroniques et Skype, alors que les gouvernements qui désirent limiter l'accès de leurs citoyens ou le contrôler pourraient le faire en toute légitimité », a déclaré Sharan Burrow.

Et Tom Wheeler de noter: « Un nouveau réseau a engendré une nouvelle forme de gouvernance dont veulent s'emparer les vielles instances de réglementation. Même si certains parlent de « compromis », une telle solution implique forcément davantage d'autorité pour l'ancien régime. Le processus multipartite a débouché sur la plus incroyable révolution de connectivité jamais vécue, un retour en arrière à des principes de réglementation obsolètes n'est pas une façon de progresser. »

Les experts en communications mondiales d'Analysys Mason, qui ont minutieusement examiné le projet de réforme, vont encore plus loin en suggérant que le recours à des systèmes de facturation mis au point pour des systèmes téléphoniques dépassés pourrait avoir des effets désastreux sur l'internet.

> Pour la CSI, toute tentative visant à encourager ce type de tarification finirait par nuire davantage aux nations les plus pauvres.

Le rapport concède que les infrastructures à large bande passante nécessaires pour transporter des contenus multimédias peuvent en effet être onéreuses à mettre en place, mais il révèle que 98 pour cent du trafic internet est désormais constitué de flux vidéos ou de pages web qui peuvent être stockés sur des serveurs. Ceux-ci peuvent être implantés dans différents lieux répartis dans le monde, fournissant ainsi des informations plus rapidement aux utilisateurs, et à un moindre prix. Il en résulterait une énorme modification des modèles d'utilisation et des flux internet mondiaux.

Par exemple, explique l'auteur du rapport, Michael Kende, en 1999, près de 70 pour cent de la bande passante internet internationale issue d'Afrique allait aux États-Unis. L'année dernière, ce chiffre est tombé à moins de cinq pour cent du fait d'un basculement de la bande passante vers l'Europe.

« Aujourd'hui, le contenu est de plus en plus stocké sur des serveurs en Afrique auxquels il est possible d'accéder au niveau national ou régional. Ces changements de flux du contenu montrent de fortes disparités entre l'internet et les modes de télécommunication traditionnels comme il en existait en 1988, à l'époque où le Règlement des télécommunications internationales a été revu pour la dernière fois », écrit-il.

Pour Michael Kende, appliquer à l'internet dynamique des réglementations injustifiées et statiques relatives aux échanges vocaux aurait un impact négatif sur les utilisateurs partout dans le monde en ralentissant, voire en inversant, les tendances à la hausse actuelles.

« De plus, il serait complexe de concevoir un système de tarification et onéreux de le mettre en oeuvre; il augmenterait aussi les coûts de la fourniture de contenus et empêcherait les investissements dans le réseau, aux dépens des utilisateurs finaux. »

Aujourd'hui plus que jamais, le réseau s'est imposé en tant que pilier invisible, mais essentiel de la mondialisation. Il s'agit d'un support solide, souple et puissant pour les changements rapides qui s'opèrent dans les pays en développement.

Personne ne prétend que structure actuelle, qui intègre tous les éléments sur plusieurs niveaux pour régir l'internet est parfaite, mais il est indéniable que c'est aussi grâce à elle que l'internet a pu se développer et évoluer pour le bénéfice de toutes et tous.

« En ce qui concerne la structure multipartite à l'origine du succès de l'internet, explique Tom Wheeler, c'est au cours de la CMTI que son avenir se décidera. C'est un véritable duel auquel on assiste ». *PT*

Equal Times Reportage spécial No 4/2012
Editor : Vittorio Longhi – Assistant editor : Tamara Gausi – Journalist: Paola Totaro – Design and layout : xcel7

EQUAL TIMES, NEWS AT WORK
http://www.equaltimes.org | info@equaltimes.org
Téléphone : +32 (0)2 224 0233 | Fax : +32 (0)2 201 5815
Boulevard du Roi Albert II, 5, Bte 1 – 1210 Bruxelles – BELGIQUE